

La guerre au milieu des peuples

L'action militaire : contribution à l'approche globale de la gestion et de la prévention des crises

Afghanistan : des représailles post-11 septembre à la reconstruction du pays

De la fin des années 1970 jusqu'à aujourd'hui, l'Afghanistan a vécu trois conflits qui se sont nourris les uns les autres : à l'invasion soviétique de 1979 et à la résistance des moudjahidines, succède une guerre civile d'où émergent les talibans (1992-1996), chassés par une coalition internationale menée par les États-Unis au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Cette coalition appuie la mise en place d'un nouveau régime, entreprend de rebâtir l'État et de redonner corps à une société meurtrie par plus de vingt ans de guerre. Cependant, la dégradation de la situation à partir de 2005 invite les forces armées occidentales à repenser leur doctrine d'engagement en appui des forces nationales de sécurité afghanes¹, pour favoriser une transition vers une parfaite autonomie des forces locales.

L'armée française se trouve engagée dès 2001, d'abord au nom de la lutte contre le terrorisme. La France prend rapidement une part croissante de responsabilités et se déploie dans une province stratégique à l'est de Kaboul, la Kapisa, avec pour objectif de la stabiliser. Les missions qu'y remplissent les contingents français de 2008 à 2012 s'inscrivent aussi dans une évolution importante de l'armée de Terre, habituée aux opérations de maintien de la paix des années 1990. Celle-ci vit en Afghanistan un conflit de contre-insurrection difficile, marqué par de durs combats et des pertes, mais qui se traduit par une exceptionnelle faculté d'adaptation.

Contexte

L'Afghanistan est d'abord une mosaïque complexe d'espaces, de peuples et de cultures. Pays enclavé au sud-est de l'Asie centrale qui joint les routes commerciales reliant le sud et l'est de l'Asie vers l'Europe, l'Afghanistan compte 652 000 km² coincés entre l'Iran à l'ouest, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan au nord, un mince point de contact avec la Chine (76 km), puis une longue frontière terrestre du nord-est au sud avec le

¹ Les *Afghan National Security Forces* (ANSF) comprennent l'armée nationale afghane (ANA) et la police (ANP), soit autour de 340 000 personnes, pour un coût annuel de 4,5 milliards de dollars (en 2018) <https://globalsecurityreview.com/fiscally-unsustainable-afghanistan-military-security-services/>.

Pakistan. La forme du pays ressemble à une feuille, dont la nervure centrale correspondrait au massif de l'Hindu Kush, une chaîne de reliefs qui sépare le pays en trois principaux espaces, les montagnes centrales, les plaines au nord et des plateaux au sud-ouest. Ces dispositions expliquent un climat très continental, avec des étés très chauds et des hivers rudes : il fait -15° C à Kaboul en janvier, et près de 45° C à Jalalabad en juillet...

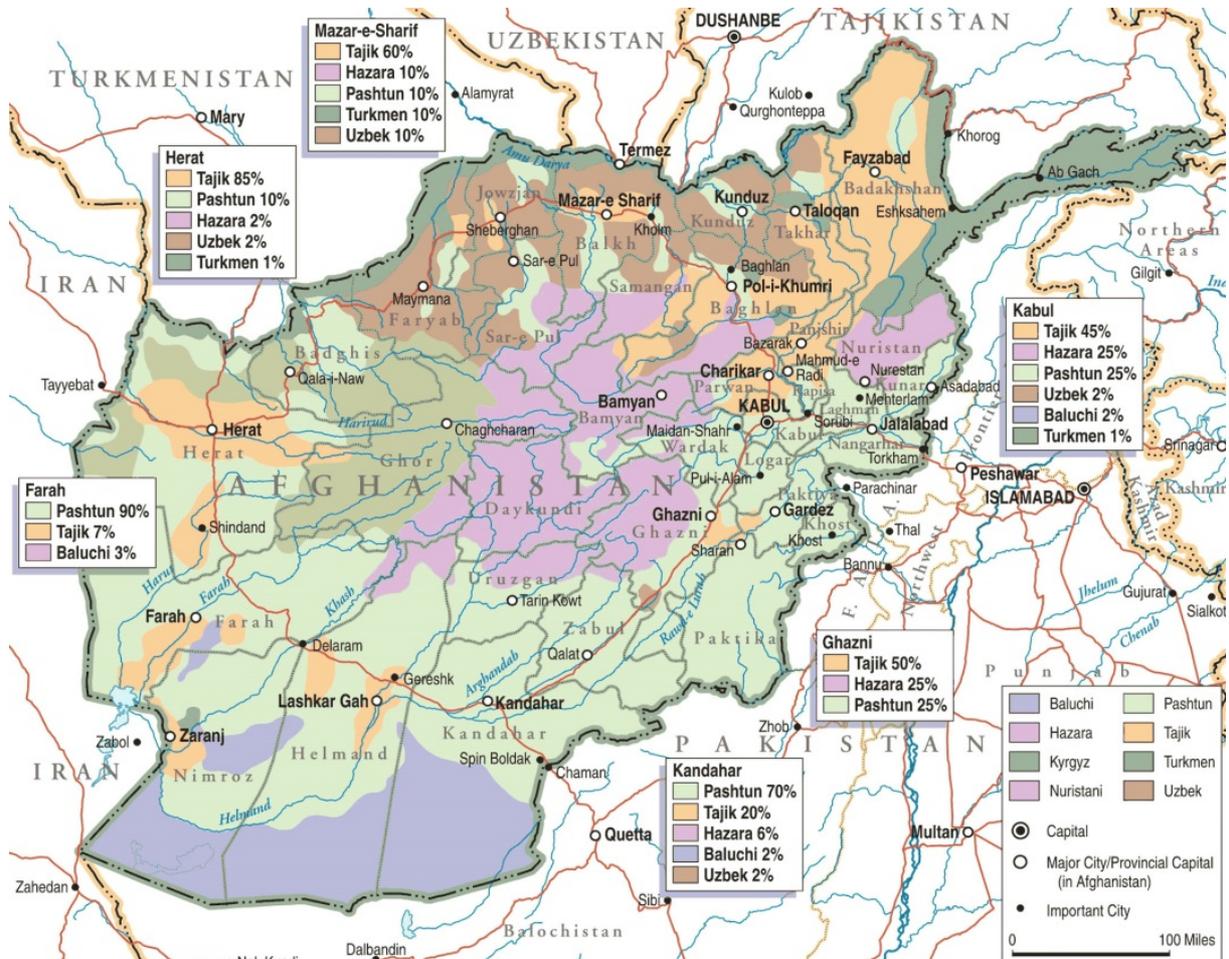


Figure 1. La composition ethno-linguistique de l'Afghanistan
Crédits : carte du monde.net

Aucun recensement de la population afghane n'a eu lieu depuis 1979, mais on l'estime à près de 30 millions - sans compter plusieurs millions de réfugiés dans les pays alentours. Les Pachtounes, ethnie majoritaire (environ 40 % de la population), vivent principalement au centre et à l'ouest du pays ; s'y ajoutent 1/4 de Tadjiks et 10 % de Hazaras et d'Ouzbeks. Les deux langues officielles, le dari et le pachtoune, reflètent la diversité ethnique.

L'histoire de l'Afghanistan est d'abord celle d'un pays de conquête que les conquérants s'avèrent incapables de contrôler de façon permanente. Les invasions se succèdent, du IV^e siècle avant notre ère à la fin du XV^e siècle (Macédoniens, Indiens, Perses, Huns, Arabes, Horde d'Or et Moghols), avec plus ou moins de succès. Ces envahisseurs ne

tiennent que l'espace utile, le *Hokoûmat* (pays de gouvernement) et les grands centres urbains (Kandahar, Hérat ou Kaboul) tandis que les Afghans - l'autre nom des Pachtounes - baptisent l'espace des montagnes et des vallées reculées du nom de *Yâghestân* (royaume de la rébellion ou de l'insolence)². Un royaume afghan indépendant naît en 1747, qui cherche à garantir un subtil équilibre entre les ethnies rivales à l'intérieur et la nécessaire union nationale contre les ennemis du dehors. La compétition stratégique entre Russie et Grande-Bretagne, au milieu du XIX^e siècle, voit l'Afghanistan bousculé par un « Grand jeu » où les impérialismes cherchent à attirer le pays dans leur sphère d'influence. Les Britanniques interviennent à deux reprises (guerres anglo-afghanes de 1838-1842 et 1878-1880), pour finalement s'entendre sur un contrôle plus ou moins efficace de la politique étrangère afghane et le tracé d'une ligne de démarcation avec la zone d'expansion russe, la fameuse ligne Durand, qui fait de l'Afghanistan une zone-tampon pendant presque un siècle.

L'Afghanistan connaît une succession de crises politiques dans les années 1970, avec l'avènement d'un régime inspiré et calqué sur le modèle soviétique. Les tensions sociales et la naissance d'une insurrection qui gagne du terrain, incitent l'Union soviétique à intervenir directement à la fin de l'année 1979. Pendant dix ans, face aux combattants afghans - les moudjahidines³ - soutenus clandestinement par le Pakistan et par les États-Unis, la 40^e Armée rouge combat dans un environnement compliqué, avec des résultats tactiques réels⁴. La volonté de stabiliser le pays et de soutenir le régime en place ne suffisent pas : la population est hostile, la résistance des moudjahidines ne se relâche pas et les pertes s'accumulent, surtout à partir de 1984/1985. Le pouvoir politique, confronté en outre à une nouvelle course aux armements sur le plan international, ne se trouve plus en état de mener un combat sur deux fronts et le nouveau secrétaire général, Mikhaïl Gorbatchev, choisit dès 1986 un retrait progressif pour sauver ce qu'il peut de son empire. En dix ans, l'Union Soviétique subit de lourdes pertes (26 000 tués et 53 000 blessés parmi les 620 000 jeunes Russes, pour la plupart conscrits). Les pertes matérielles sont du même acabit : 118 avions de combat, 333 hélicoptères, 147 chars, et des milliers de



Figure 2. Le retrait des troupes russes en 1989
Crédits : V. KizelevSputnik, via Associated Press

² Michael Barry, *Le Royaume de l'insolence. L'Afghanistan, 1504-2001*, Paris, Flammarion, 2002.

³ Le moudjahid est celui qui mène le djihad ou « effort dans la voie d'Allah », pris ici dans son sens guerrier.

⁴ Meriadec Raffray, « Les leçons russes de la Première Guerre d'Afghanistan », *Brennus 4.0*, avril 2019 (https://www.penseemiliterre.fr/ressources/30114/42/lecons_russe_de_la_premiere_guerre_afghan_lcl-raffray.pdf)

véhicules de transport. En février 1989, les derniers soldats russes quittent l'Afghanistan, mais jusqu'à la fin de l'Union soviétique, le régime en place à Kaboul reste sous perfusion.

La dissolution de l'URSS contribue à faire glisser l'Afghanistan dans une guerre civile entre seigneurs de la guerre (1992-1996) qui se conclut avec l'émergence des talibans⁵ du Mollah Omar, appuyés par des groupes de combattants étrangers vétérans de la lutte contre les Soviétiques. L'un de ces groupes, Al-Qaïda⁶, est dirigé par le Saoudien Oussama Ben Laden. Les talibans proposent une paix relative au travers d'un modèle social s'appuyant sur les structures et sur les dynamiques traditionnelles de la société afghane, et l'application stricte de la loi islamique (*charia*). Les femmes sont placées sous une tutelle extrêmement stricte dont la *burqa*, l'habit qui couvre la totalité du corps et ne laisse qu'une grille devant le visage, est un symbole. Les jeunes filles ne sont plus scolarisées, les distractions traditionnelles (jeux comme le *bouzkachi* ou les cerfs-volants, la musique...) interdites sous peine de punitions et de brimades. Une chape recouvre l'Afghanistan, tandis que les talibans élargissent leur emprise.

En août 1998, deux attentats contre les ambassades américaines de Tanzanie et du Kenya portent la marque d'Al-Qaïda. Washington exige des talibans qu'ils expulsent Ben Laden - sans résultat. Après l'attaque contre l'*USS Cole* (12 octobre 2000) dans le port d'Aden, la communauté internationale et l'ONU infligent de lourdes sanctions au régime de Kaboul, sans modifier leur ligne de conduite.

Cadre

L'assassinat du commandant Massoud le 9 septembre 2001 précède de deux jours les attentats du 11 septembre à New-York, Washington et en Pennsylvanie - les attaques les plus meurtrières ayant touché les États-Unis depuis Pearl Harbour. Le président George W. Bush annonce qu'il ne fera « aucune distinction entre les terroristes ayant commis ces attaques et ceux qui les abritent » et insiste sur le fait que les attentats sont des actes de



Figure 3. Soldat américain des forces spéciales conseillant des combattants de l'Alliance du Nord, octobre 2001
Crédits : Legion of Brothers-CNN FILM

⁵ Étudiants formés dans des écoles coraniques fondamentalistes pendant l'invasion soviétique, adeptes d'un islam sunnite rigoriste inspiré par les courants débobandi et wahhabite.

⁶ Le nom signifie « la base » en arabe. Organisation terroriste de type salafiste-djihadiste, fondée en 1987.

guerre. L'OTAN ne s'y trompe pas, qui pour la première fois de son histoire, invoque l'article 5 et la défense collective. La communauté internationale lui emboîte le pas et condamne les actes. Il y a cependant quelques obstacles : comment répondre avec des moyens adaptés face à un acteur non-étatique armé - Al-Qaïda - soutenu par le gouvernement des talibans et sous quel régime peut-on conduire une opération militaire ?

La réponse tient dans une intervention militaire contre le régime qui soutient et abrite les terroristes, en tirant parti des oppositions locales. Il ne s'agit donc pas seulement de frapper Al-Qaïda, mais aussi de renverser le régime taliban pour le soutien qu'il a offert aux acteurs ayant commandité les attentats du 11 septembre. L'opération « Liberté Immuable » (*Enduring Freedom*) est aussi la mise en œuvre du principe de transformation des forces armées américaines, qui associe frappes aériennes, raids de forces spéciales et appuis à des acteurs locaux (*proxies*). Le but est de limiter au maximum l'empreinte physique et le sentiment d'invasion d'un pays souverain. Débutée le 7 octobre 2001, l'opération est un succès rapide : la ville de Mazâr-e Sharîf tombe le 10 novembre, Kaboul est libérée le 14 novembre. En décembre 2001, les derniers éléments talibans et d'Al-Qaïda se regroupent dans les montagnes de l'est, traqués autour de Tora Bora par les forces spéciales américaines, qui sont toutefois insuffisantes pour interdire la fuite de certains chefs vers le Pakistan.

Il faut dès lors envisager une sortie de crise. Pour les États-Unis, la priorité est d'abord de limiter leur présence et d'éviter d'apparaître comme une puissance occupante. Le choix d'une personnalité afghane reconnue - Hamid Karzaï, qui s'est illustré dans la libération de Kandahar - semble d'ailleurs un geste positif. La conférence de Bonn, le 5 décembre 2001, semble conclure la phase d'intervention militaire par l'amorce d'un processus politique qui vise à mettre en place les institutions démocratiques, nécessaires à l'établissement pérenne d'un État afghan autonome.

On inaugure donc une Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS - ISAF selon l'acronyme anglais), dont les missions sont d'accompagner l'établissement d'un ordre juridique se substituant à celui mis en place par les talibans et de stabiliser le pays. Pour cela, dès le début, la communauté internationale envisage le développement de forces de sécurité afghanes (armée et police), capables de prévenir le retour des talibans. Initialement limitée en nombre et cantonnée à Kaboul, la FIAS voit sa priorité dans le rétablissement des conditions de vie normales de la population, tandis que les Américains poursuivent leur opération contre-terroriste à la frontière avec le Pakistan. L'ordre des priorités (éradiquer le terrorisme et reconstruire un État) évolue sensiblement avec la prise en compte de la FIAS par l'OTAN qui se déploie au fur et à mesure dans l'ensemble du pays, alors que la situation sécuritaire se complexifie avec le retour des talibans. La conférence de Londres en 2006, puis

le sommet de l'OTAN à Bucarest en 2008, proposent de nouvelles stratégies, centrées sur l'approche globale⁷.

Mise en œuvre à partir de 2010 sous les auspices des généraux McChrystal puis Petraeus, cette approche de contre-insurrection se concentre sur la population et insiste sur la conquête des esprits, voire des cœurs, pour la détourner de l'insurrection. L'action militaire est pensée comme étant une partie d'une stratégie plus large, visant à rétablir les fondements de la société, notamment des autorités locales et des forces de sécurité compétentes. L'objectif est ambitieux mais apporte des résultats suffisants pour rendre, à partir de 2012, des provinces entières au contrôle des forces afghanes, et permettre le désengagement de contingents de la FIAS. En 2014, l'OTAN déclare la fin de la mission et son remplacement par une simple mission d'appui, *Resolute Support Mission* - toujours en cours en 2019.

Afghanistan Stability / COIN Dynamics

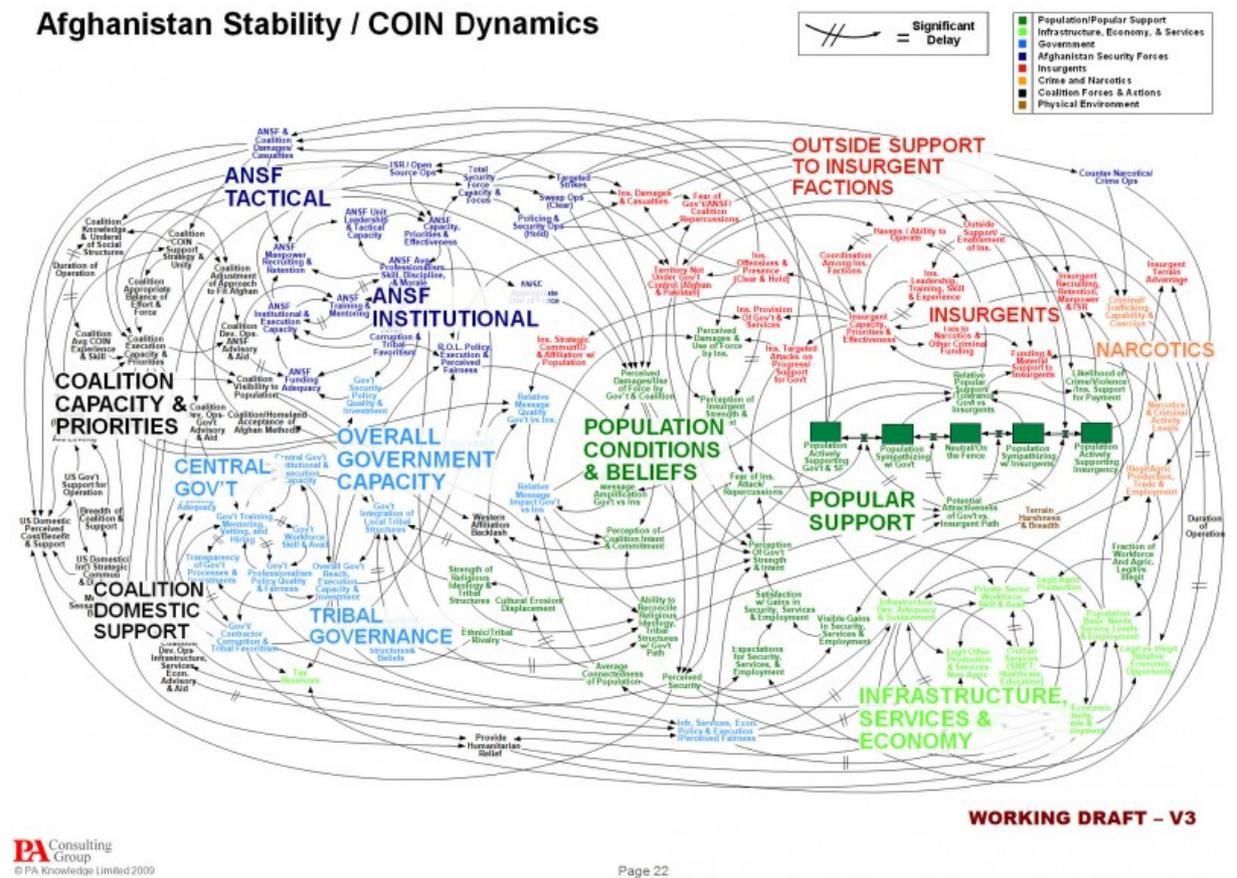


Figure 4. La dynamique de contre-insurrection vue par les Américains
Crédits : PA Knowledge Limited 2009

7 On appelle approche globale la stratégie qui combine action militaire et reconstruction civile, afin de lutter efficacement contre une insurrection. En France, le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 souligne alors que « la complexité des crises internationales oblige à définir des stratégies réunissant l'ensemble des instruments, diplomatiques, financiers, civils, culturels et militaires, aussi bien dans les phases de prévention et de gestion des crises proprement dites, que dans les séquences de stabilisation et de reconstruction après un conflit. »

La nature de l'engagement

La France s'engage en plusieurs étapes dans le conflit afghan. À la suite des attentats du 11 septembre 2001, et bien qu'elle n'appartienne plus - alors - au commandement intégré de l'OTAN⁸, la France rejoint la coalition menée par les Américains et accompagne les actions des Alliés, au cours de plusieurs opérations. L'opération *Héraclès* voit le déploiement du groupe aéronaval dans l'océan Indien dès novembre 2001. Un premier contingent du 21^e RIMa⁹ est déployé à Mazâr-e Sharîf au même moment, mais ce n'est qu'avec la résolution 1386 de l'ONU du 20 décembre 2001, qui crée la FIAS, que se déploie un premier bataillon à Kaboul, pour aider l'Autorité intérimaire afghane à maintenir la sécurité dans la capitale et dans ses environs (opération *Pamir*). Une triple montée en puissance s'ensuit : tout d'abord, au sommet d'Évian en mai 2003, le président de la République, Jacques Chirac, décide d'engager les forces spéciales dans le sud de l'Afghanistan. Plus de 200 membres du Commandement des opérations spéciales (1^{er} RPIMa¹⁰, 13^e RDP¹¹ et 4^e RHFS¹²) y opéreront de juillet 2003 à décembre 2006, autour de Spin Boldak, puis brièvement de Jalalabad. Ensuite, alors que l'OTAN prend en charge la direction des opérations de la FIAS (août 2003), la France prend le commandement tournant de la région de Kaboul. Enfin, en 2002 est lancée l'opération *Épidote*, qui vise à assurer la formation des cadres afghans, notamment celle des officiers d'état-major¹³.

L'année 2008 marque un tournant. Politiquement, l'Assemblée nationale vote pour la première fois, à l'issue d'un débat, la prolongation de l'intervention des forces armées françaises en Afghanistan, une nouveauté liée à la révision constitutionnelle qui autorise les parlementaires à se prononcer sur une



Figure 5. Formation des cadres au Command and Staff College de Kaboul
Crédits : Jeanneaulinquiet-Wikipédia

8 Elle en était sortie en 1966 sur la décision du président de la République, Charles de Gaulle, qui considérait cette subordination de la France comme une atteinte à sa souveraineté.

9 Régiment d'infanterie de marine, basé à Fréjus (Var).

10 Régiment de parachutistes d'infanterie de marine, basé à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques).

11 Régiment de dragons parachutistes, basé à Souge (Gironde).

12 Régiment d'hélicoptères des forces spéciales, basé à Pau (Pyrénées-Atlantiques).

13 La mission *Épidote* se clôt officiellement en décembre 2014, soit l'une des missions opérationnelles les plus longues du conflit en Afghanistan. En douze ans, la France a assuré la formation de plus de 20 000 officiers de l'armée afghane, formé sept bataillons de combat, instruit plus de quatre mille militaires du rang, ainsi que les cadres spécialisés dans des domaines aussi variés que la gestion des ressources humaines, les finances, le renseignement ou le combat blindé (<https://af.ambafrance.org/Fin-de-la-mission-EPIDOTE-en>).

intervention militaire à l'étranger lorsque celle-ci excède quatre mois¹⁴. Diplomatiquement, au Sommet de Bucarest, les membres de l'OTAN s'entendent sur une nouvelle stratégie de sortie de crise en transférant graduellement aux Afghans les responsabilités dans le domaine de la sécurité. Militairement, la France - alors dans la phase de rapprochement qui conduira à sa pleine réintégration dans la structure du commandement intégré de l'OTAN, conformément à la volonté du président Nicolas Sarkozy - soutient cet engagement en prenant en charge la province de Kapisa, un couloir stratégique à l'est de Kaboul dans la zone de commandement américaine (*Regional Command East*). Elle succède aux Italiens dans la région d'Uzbin, contiguë. C'est dans cette zone que se produit, les 18 et 19 août 2008, une embuscade tendue par des insurgés afghans entraînant la mort au combat de 10 soldats français, confirmant le durcissement des engagements. Le 1^{er} novembre 2009, le dispositif français est réorganisé avec la création de la brigade (en anglais *task force*) La Fayette (TFLF). Composée de deux groupements tactiques interarmes (GTIA)¹⁵, elle regroupe la plupart des soldats français déjà déployés dans le pays.

L'année 2011 est particulièrement difficile. Les engagements très lourds et les pertes nombreuses traduisent aussi l'efficacité des actions françaises, lesquelles perturbent les actions des talibans. En juin 2011, le président Sarkozy décide du retrait de la France, qui s'accélère avec l'élection de François Hollande en mai 2012. En novembre de la même année, la TFLF est dissoute mais l'opération *Pamir* ne prend officiellement fin qu'en décembre 2014 avec le départ des derniers éléments.

Enseignements

L'armée de Terre qui entre sur le théâtre afghan en 2001 et celle qui le quitte dix ans après n'est plus la même. Dans sa doctrine, ses équipements, son entraînement, ses évolutions ont été majeures. Dans un environnement difficile, elle retrouve ses qualités



Figure 6. Chasseurs alpins au combat, Tagab, 2009
Crédits : AFP, Joel Saget

14 Nathanaëlle Aubert, *Le contrôle parlementaire des interventions militaires françaises à l'étranger*, mémoire de fin d'études, IEP de Strasbourg, 2014, (https://publication-theses.unistra.fr/public/memoires/2014/IEP/2014_Aubert_Nathanaelle.pdf).

15 Unité généralement temporaire rassemblant les différentes armes de l'armée de Terre française (infanterie, artillerie, cavalerie, génie), coordonnée autour d'un régiment noyau, permettant de conjuguer des savoir-faire et des missions multiples pour atteindre un objectif tactique défini.

de souplesse dans la manœuvre, une plus grande agilité opérationnelle et une rapidité dans la réversibilité des postures selon les missions confiées.

En Afghanistan, l'armée française - et en premier lieu l'armée de Terre - est à nouveau confrontée à une forme de guerre bien particulière : la lutte contre une insurrection. Pour l'emporter, il s'agit autant de soutenir activement un gouvernement internationalement reconnu que de convaincre la population. Pour cela, un effort seulement militaire ne suffit pas. La synergie des efforts civils et militaires s'inspire de principes établis à l'époque coloniale : Gallieni à Madagascar, Lyautey au Maroc¹⁶. L'armée de Terre doit ainsi contribuer, par ses actions, à appuyer le processus de stabilisation qui vise à restaurer les conditions de vie politique et sociale en réhabilitant les trois piliers que forment la gouvernance, la sécurité et le développement économique et social.



*Figure 7. Un cadre d'une OMLT discute avec son homologue afghan
Crédits : ECPAD SIRPA Terre.*

La stratégie mise en œuvre se déploie en trois temps. D'abord, des opérations permettent de nettoyer une zone insurrectionnelle, après avoir effectué une reconnaissance sur le terrain et avoir éventuellement prévenu les populations civiles. On tient ensuite le terrain en répondant aux attentes de la population et en garantissant des actions de développement dans le temps : en Afghanistan, pays très enclavé, les forces terrestres s'attèlent ainsi à construire des marchés, développer les infrastructures, notamment routières, pour relier les villages entre eux et les centres urbains, et appuyer l'installation des autorités afghanes légales. Ce contrôle doit ensuite s'étendre à partir de ces petits îlots de sécurité selon le principe de la « tache d'huile » hérité de la pensée du général Gallieni.

¹⁶ L'Afghanistan ravive le souvenir du patrimoine contre-insurrectionnel français. Le centre de doctrine et d'emploi des forces (CDEF - aujourd'hui CDEC) de l'armée de Terre joue alors un rôle moteur en diffusant ce savoir au sein de l'institution comme à l'extérieur, en développant par exemple le concept de contre-rébellion, traduction plus tactique de la contre-insurrection, ou encore l'idée de stabilisation.

Jusqu'en 2008 et au commandement de la région de Kapisa, les forces françaises sont essentiellement employées à une mission de stabilisation. L'engagement en Kapisa est un tournant et une plongée dans la guerre. Les combats y sont durs, face à une opposition militaire assumée et affirmée, et à un ennemi retors. Cela conduit à réorganiser le dispositif en même temps qu'à injecter des renforts : bientôt la France compte le 4^e contingent au sein de la coalition¹⁷, avec près de 3 600 soldats. Outre une présence dans les états-majors alliés, les forces de la TFLF se réorganisent principalement autour de deux bases avancées, Nijrab et Tagab, en 2009. Les forces terrestres s'y montrent très actives, vivant au plus près des populations, auxquelles elles ouvrent des antennes médicales et déploient de nombreuses actions civilo-militaires. Mais elles mènent aussi de durs combats, comme en vallée d'Alasay, en mars 2009.

L'évolution de la stratégie globale, qui pousse à « l'afghanisation » et à la prise en charge de leur sécurité par les forces afghanes, encourage à accroître les contingents militaires de l'ANA. Le contingent français s'implique dans l'Assistance militaire opérationnelle et les forces françaises participent à un large éventail de dispositifs. Au niveau tactique, sept *Operational Mentoring Liaison Teams* (OMLT - équipes de liaison et de tutorat opérationnel) et leur équivalent pour la police (POMLT) veillent à l'entraînement et à la formation des unités de l'armée afghane. Elles permettent la montée en puissance de la 1^{re} brigade du 201^e Corps de l'armée afghane dans le Wardak (au centre du pays), dans le Loghar, à l'est, ainsi que du 209^e corps en Uruzgan. Les instructeurs français sont aussi à l'origine de la *Commando School* et de l'*Armoured School*.

Pour les forces terrestres, l'Afghanistan souligne l'importance des fondamentaux : le tir, la manœuvre, la coordination des feux. Les fonctions opérationnelles, telles que le renseignement, les opérations d'influence, ou la lutte contre les engins explosifs improvisés, s'imposent comme des priorités. Les contingents, qui se déploient pour six mois, bénéficient ainsi d'une formation exigeante et dédiée d'une durée équivalente, ce qui fait de l'aguerrissement une réalité : la préparation opérationnelle s'appuie sur des camps comme celui de Canjuers dans le Var, qui reproduit les conditions du théâtre. Sont aussi engagés les derniers matériels majeurs de l'armée de Terre : canons CAESAR, hélicoptères Tigre, et véhicules blindés du combat d'infanterie (VBCI).

Dans le même temps, au sein de l'institution, le retour d'expérience connaît un développement particulier afin de garder une capacité à s'adapter en urgence. Ainsi, le ministère de la Défense se dote d'une procédure d'achat en urgence opérationnelle afin de faciliter l'acquisition d'équipements adaptés.

17 Derrière les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Entre 2001 et 2014, plus de 70 000 soldats ont été engagés en Afghanistan, avec 89 tués et plus de 700 blessés. Mais la France a su montrer ses savoir-faire, et la grande adaptabilité de ses forces. L'expérience des combats en Afghanistan s'avère déterminante pour l'armée de Terre.



*Figure 8. Canon Caesar en Afghanistan, 2011
Crédits : ECPAD-ghislain-mariette-2011*

Le contexte, le cadre, les causes de l'opération

Document 1. La création de la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité par l'ONU : la résolution 1386 du 20 décembre 2001.

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions antérieures sur l'Afghanistan, en particulier les résolutions 1378 (2001) du 14 novembre 2001 et 1383 (2001) du 6 décembre 2001, Appuyant l'action internationale entreprise pour extirper le terrorisme, conformément à la Charte des Nations Unies, et réaffirmant également ses résolutions 1368 (2001) du 12 septembre 2001 et 1373 (2001) du 28 septembre 2001,

Se félicitant de l'évolution de la situation en Afghanistan, qui permettra à tous les Afghans, affranchis de l'oppression et de la terreur, de jouir de leurs droits et de leurs libertés inaliénables,

Conscient que c'est aux Afghans eux-mêmes que revient la responsabilité d'assurer la sécurité et de maintenir l'ordre dans tout le pays,

Réaffirmant qu'il a fait sien l'Accord sur les arrangements provisoires applicables à l'Afghanistan en attendant le rétablissement d'institutions étatiques permanentes, signé à Bonn le 5 décembre 2001 (S/2001/1154) (« l'Accord de Bonn »),

Prenant acte de la demande adressée au Conseil de sécurité [...] d'envisager le déploiement rapide en Afghanistan d'une force de sécurité internationale [...]

Réaffirmant son profond attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de l'Afghanistan, constatant que la situation en Afghanistan demeure une menace pour la paix et la sécurité internationales [...]

1. Autorise [...] la constitution pour six mois d'une force internationale d'assistance à la sécurité pour aider l'Autorité intérimaire afghane à maintenir la sécurité à Kaboul et dans ses environs, de telle sorte que l'Autorité intérimaire afghane et le personnel des Nations Unies puissent travailler dans un environnement sûr ; [...]

3. Autorise les États Membres qui participent à la Force internationale d'assistance à la sécurité à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution du mandat de celle-ci ;

4. Demande à la Force internationale d'assistance à la sécurité de travailler en consultation étroite avec l'Autorité intérimaire afghane pour l'accomplissement de son mandat, ainsi qu'avec le Représentant spécial du Secrétaire général ;

5. Appelle tous les Afghans à coopérer avec la Force internationale d'assistance à la sécurité et les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, et se félicite que les parties à l'Accord de Bonn se soient engagées à tout faire dans les limites de leurs moyens et de leur influence pour assurer la sécurité, notamment en assurant la sûreté, la sécurité et la liberté de mouvement de tous les membres du personnel des Nations Unies et de tout le personnel international des organisations gouvernementales et non gouvernementales présentes en Afghanistan ; [...]

10. Demande aux États Membres participant à la Force internationale d'assistance à la sécurité d'aider l'Autorité intérimaire afghane à constituer et à former de nouvelles forces afghanes de défense et de sécurité.



Document 2. Le déploiement de la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité en 2012.



Document 3. La zone de déploiement française (extrait de <http://webdocs.ecpad.fr/afghanistan/unite/unite-8-8>).

Les opérations militaires

Document 4. Deux documentaires réalisés par l'Établissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD) sur les opérations militaires.

Reportage avec le 8^e RPIMa en Afghanistan - ECPAD, 2008 <https://www.youtube.com/watch?v=t8JattMxV3E>.

Des opérations de guerre au désengagement - Journal de la Défense ECPAD, 2014 <https://www.youtube.com/watch?v=VYsASZd9Heg>.

Document 5. Task Force La Fayette et Pôle Stabilité

Un documentaire ECPAD de juillet 2010 <http://webdocs.ecpad.fr/afghanistan/video/video56---56>.

Document 6. Extraits de témoignages de combat (in Jean-Pierre Guéno, *Paroles de nos soldats, l'épreuve du feu - XX^e-XXI^e siècles*, Paris Nouveau Monde 2018).

Parachutiste Kevin Gil, Afghanistan 2008.

« Nous débarquons à l'aéroport de Kaboul le 23 juillet, pour une mission qui doit durer jusqu'en décembre. Six mois plus tôt, nous avons appris que l'Afghanistan serait certainement notre destination (...). Pendant tout le printemps, nous avons suivi des camps de simulation de guerre : entraînement au combat en véhicules avant blindés (VAB) et combat à pied. Nous savons en arrivant à Kaboul qu'il ne s'agirait pas de simplement monter la garde. (...) On enchaîne deux jours de patrouille en montagne à quadriller le terrain pour le renseignement ; puis deux jours de garde et deux jours d'alerte. On trouve vite nos marques (...) Dans des villages perdus, nous avons de bons contacts avec des chefs de village qui semblent favorables à notre venue ».

Caporal-chef François Linarès, Afghanistan 2010.

Jeudi 5 août 2010.

« La compagnie se réveille en silence vers minuit et part vers 1 heure pour une marche d'infiltration de nuit (...). Les premiers coups de feu sont tirés vers 6 heures, de notre position les coups de feu sont proches et denses, les comptes rendus fusent à la radio. Les tireurs d'élite voient 3 talebs armés de kalach, le temps que le compte rendu monte et les ordres redescendent, il est trop tard, ils ont filé, toujours la même chose. (...) Ordre est donné aux mortiers de 120 mm de tirer, c'est un capitaine du 3^e RAMa qui coordonne les tirs. (...) Une fois que les réglages sont faits, la section appui mortier envoie la foudre sur les insurgés puis viennent les Kiowa, de petits hélicoptères de combat américains. (...) À 13 heures, la compagnie est de retour, ils sont harassés, les balles ont sifflé tout près d'eux ; apparemment il y a pas mal de bilan côté insurgés, mais pas moyen d'avoir le chiffre exact ».

Lundi 16 août 2010.

(Un combat est en cours) « Les tirs cessent, ce qui nous permet de faire un bond en avant de 500 mètres, puis les tirs reprennent. Nous ne quitterons plus cette position dans l'après-midi ; la grosse artillerie s'occupe des positions insurgées qui ont été repérées grâce à nous. Les mortiers de 120 mm s'en donnent à cœur joie, puis les [hélicoptères] Tigre arrivent et déchainent la foudre avec leurs canons de 35 mm puis après un AMX-10 RC avec son canon de 105 mm, vient un VAB TOP (à tourelle télé-opérée) avec sa mitrailleuse de 12,7 mm et pour finir en beauté, deux missiles, un MILAN et un ERYX ».

Les enseignements

Document 7. *Transition*, un webdoc ECPAD, 2011, <http://webdocs.ecpad.fr/afghanistan/video/video74---74>

Chronologie sommaire

17 juillet 1973. Coup d'État du général Mohammad Daoud, qui met fin à la monarchie.

27 avril 1978. Coup d'État de Nour Mohammad Taraki et de son Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA).

24-25 décembre 1979. Intervention de l'armée soviétique, qui occupe le pays. Début de la guerre avec les moudjahidines, soutenus par les États-Unis.

14 avril 1988. Accord à Genève entre l'URSS et l'Afghanistan sur le retrait des troupes soviétiques.

15 février 1989. Le dernier soldat soviétique évacue l'Afghanistan. Commence une guerre civile entre les troupes gouvernementales et les moudjahidines.

Avril 1992. Chute du régime. Début de la guerre civile entre factions moudjahidines.

26-27 septembre 1996. Les talibans créent l'Émirat islamique d'Afghanistan, fondé sur une stricte application de la charia.

9 septembre 2001. Assassinat du commandant de l'Alliance du Nord, Ahmed Chah Massoud.

11 septembre 2001. Série d'attentats sur le sol américain. Al-Qaïda est accusée. La communauté internationale se soude derrière les USA contre le régime des talibans.

Octobre-novembre 2001. Lancement de l'Opération *Enduring Freedom*.

Décembre 2001. Accord signé à Bonn sur la reconstruction de l'Afghanistan. Création d'une Force internationale d'assistance à la sécurité.

Août 2003. L'OTAN prend le commandement de la FIAS, d'abord à Kaboul.

4 janvier 2004. Adoption d'une nouvelle Constitution, qui instaure une république islamique. M. Karzaï est élu président.

2006. Recrudescence des opérations armées et des attaques suicides des talibans dans le sud du pays.

Octobre 2006. La mission de l'OTAN s'étend désormais à l'ensemble du territoire. Mais les Américains maintiennent leur opération contre-terroriste sous un autre mandat.

18-19 août 2008. Embuscade d'Uzbin où 10 soldats français sont tués.

Septembre 2008. George Bush annonce l'envoi de renforts alors que la situation sécuritaire se durcit. Son successeur Barack Obama relance ce « *surge* » (sursaut) début 2009.

11 mai 2009. Le général Stanley McChrystal est nommé commandant de la FIAS. Il lance une stratégie de contre-insurrection qui obtient quelques résultats.

2 novembre 2009. Hamid Karzaï est réélu après des suspicions de fraude massives.

Novembre 2010. L'OTAN se dote d'une stratégie de sortie d'Afghanistan. Les Alliés prévoient la fin de la FIAS pour 2014.

22 juin 2011. Début du désengagement des troupes françaises, complet en décembre 2014. La Surobi bascule sous responsabilité des forces afghanes en novembre 2011, la Kapisa en mai 2012.

29 septembre 2014. Ashraf Ghani est élu président de la République islamique d'Afghanistan.

31 décembre 2014. La FIAS annonce sa mission terminée. L'OTAN maintient une mission d'assistance opérationnelle, *Resolute Support Mission*.

14 avril 2021. Le président américain Joe Biden annonce le retrait de toutes les troupes américaines du pays. Offensive lancée par les talibans qui profitent de cette annonce.

15 août 2021. Les talibans entrent dans Kaboul tandis que les dernières évacuations américaines ont lieu.

Commentaire des ressources documentaires

Il est impossible d'évoquer les actions de l'armée de Terre sans revenir sur le cadre d'ensemble qui est particulier. La France s'engage en effet dans le cadre d'une alliance, et à l'instar des opérations dans les Balkans, c'est l'OTAN qui donne cette cohérence d'ensemble. La FIAS porte une double responsabilité : il s'agit d'appuyer la reconstruction de l'armée afghane mais aussi d'assurer la sécurité des instances gouvernementales afghanes pour leur donner le temps de s'affirmer (**document 1**). La montée en puissance est lente et progressive, avec des contingents toujours plus nombreux qui maillent le terrain (**document 2**). Dans ce cadre, la France prend de plus en plus de responsabilités : d'abord en s'affirmant comme l'une des nations les plus impliquées dans la coalition mais aussi en étendant son action de Kaboul à la Surobi et la Kapisa (**documents 3 et 4**).

La prise en compte d'un corridor stratégique comme la Kapisa conduit à mener des opérations militaires contre les insurgés, à sécuriser les axes et à protéger la population. Les forces terrestres qui y sont engagées reçoivent un entraînement spécifique pour le théâtre afghan ainsi que des équipements qui sont modernisés pour répondre aux exigences d'un combat difficile (**document 6**). Les qualités de robustesse, d'endurance et d'aguerrissement sont essentielles, comme le montre le **document 4**.

La présence française vise aussi à donner aux Afghans les clés de leur propre sécurité, à les appuyer et les accompagner. Les **documents 5 et 7** montrent deux phases de cette politique « d'afghanisation » : au niveau de la province, la *Task Force* Lafayette déploie un pôle de stabilité interministériel et d'actions civilo-militaires qui lancent des opérations en direction de la population pour promouvoir le redémarrage économique ou l'installation d'une bonne gouvernance locale. Sur le plan militaire, les forces terrestres assurent le

passage de relai aux forces de sécurité afghanes qui deviennent autonomes et prennent la tête des opérations - ce qui permettra le désengagement à partir de 2011- 2012.

Bibliographie, sitographie

Armées d'Aujourd'hui Les actions civilo-militaires, n° 360, en ligne https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/752/ADA_360.pdf

Pierre Chareyron, « La contre-insurrection à l'épreuve du conflit afghan », *Politique étrangère*, 2010/1, <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2010-1-page-83.htm>

Collectif, *Les crises en Afghanistan depuis le XIX^e siècle*, Paris, IRSEM, 2010.

Laurent Fromaget, Paul Haeri, « Stabiliser autrement ? Les équipes provinciales de reconstruction (PRT) en Afghanistan », *Focus stratégique* n°4, janvier 2008.

Antonio Gustozzi, « Comment les talibans regagnent le terrain », *Alternatives Internationales*, n°39, 2008/06.

COL Gilles Haberey et LCL Rémi Scarpa, *Engagés pour la France. 40 ans d'OPEX, 100 témoignages inédits*, Paris, Éditions Pierre de Taillac, 2018.

COL Gilles Haberey, *Combats asymétriques en Afghanistan*, Paris, Editions Nuvis, 2014.

Jean-Charles Jauffret, *Afghanistan 2001-2010 : Chronique d'une non-victoire annoncée*, Paris, Autrement, 2010.

Christophe Lafaye, « Exemple de contre-insurrection : la fouille opérationnelle en Afghanistan », *Revue historique des armées*, 268, 2012.

Guillaume Lasconjarias, *Kapisa, Kalachnikov et Korrigan*, Paris, Cahiers de l'IRSEM n° 9, 2011.

Serge Michailof, « Le défi de la reconstruction de l'administration en Afghanistan » in *États et Sociétés fragiles : Entre conflits, reconstruction et développement*, Paris, Karthala, 2007.

Jean Saintot, « Militaires français en OPEX et populations locales », *Les Champs de Mars*, 2009/1 (n° 20), <https://www.cairn.info/revue-les-champs-de-mars-ldm-2009-1-page-35.htm>

Sébastien Trives, « Afghanistan: réduire l'insurrection. Le cas du Sud-Est », *Politique étrangère*, 1/2006.

« Ensemble vers l'autonomie, cinq ans en Kapîsa et Surobi », ECPAD.

 <http://webdocs.ecpad.fr/afghanistan/pages/accueil>